

## CHEIKH TIDIANE GADIO

Président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance, envoyé spécial de l'OIF, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

**Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin**

Monsieur le Ministre Cheikh Tidiane Gadio, vous avez la parole.

### **Cheikh Tidiane Gadio**

Je voudrais tout d'abord saluer tous les amis ici présents. Nous sommes presque devenus une communauté épistémique. Nous nous retrouvons tout le temps dans les réunions internationales autour des mêmes sujets. Peut-être qu'un jour, il en naîtra quelque chose de grand pour l'Afrique et pour le monde.

Il faut remercier notre ami Thierry de Montbrial, parce qu'il nous a offert cette année une plénière et un atelier. L'année dernière, nous nous étions plaints que les dossiers de l'Afrique devaient aller à la plénière, pas juste dans les ateliers et il nous avait gentiment donné raison. Donc, il a tenu parole et le panel d'hier sur l'Afrique était excellent. Et je félicite mon frère le Général Behanzin et tous les autres collègues qui ont apporté leur contribution.

Je voulais parler très rapidement de sécurité, de développement et de leadership. Je pense profondément que le problème numéro 1 de l'Afrique est un problème de leadership. Notre avancée est plombée par ce qui apparaît comme étant le problème central du continent, c'est-à-dire la question du leadership et plus exactement le déficit de leadership et parfois des accélérations graves de la crise du leadership dans le continent. L'Afrique n'a pas de stratégie depuis 1960 pour son développement et le manque de stratégie est lié à l'absence de vision de nos dirigeants.

Pour moi, la meilleure preuve, c'est que cinquante ans après toutes les tentatives, tous les plans qui ont échoué, etc., nos dirigeants n'ont pas trouvé mieux que de nous proposer l'agenda 2063. C'est-à-dire qu'ils nous donnent rendez-vous en 2063 pour que les problèmes du continent soient enfin résolus.

L'Afrique est sous le coup de l'urgence. L'Afrique est menacée dans sa survie. L'Afrique est menacée sous beaucoup d'angles. Nous n'avons pas le temps d'attendre 2063. Il y a énormément de choses à faire et le plus rapidement possible. C'est parce que nos dirigeants, pour l'essentiel, rejettent le panafricanisme, bien que tous se réclament du panafricanisme du bout des lèvres, que nous sommes dans la situation que nous vivons présentement.

C'est aussi parce que notre leadership au départ a été décapité ou neutralisé avec les exécutions, les assassinats de Um Nyobè et de Ouandié au Cameroun, de Sylvanus Olympio au Togo, de Lumumba au Congo, de Cabral en Guinée-Bissau, de Boganda en Centrafrique, de Sankara plus tard au Burkina. Et d'autres dirigeants ont été isolés et poussés à la paranoïa, comme Sékou Touré, ce qui a mené justement à une situation très grave pour lui et son pays. Et de grands dirigeants, de grands cerveaux de l'Afrique, comme Cheikh Anta Diop, ont aussi été isolés dans leur propre pays.

Donc, cela a fait que l'Afrique a connu, à mon avis, un faux départ puisque les bons leaders ont été neutralisés, éliminés ou isolés, nous nous retrouvons dans la situation actuelle et d'errance et d'absence de boussole. Ainsi de la grave crise sécuritaire qui est une bonne illustration du manque de leadership dans le continent.

Cette crise est extrêmement grave. Moi, je suis presque convaincu que nos dirigeants ne comprennent pas l'ampleur et la gravité de la crise sécuritaire qui est tombée sur l'Afrique aujourd'hui. En 2012, nous avons créé notre institut essentiellement pour alerter, avertir et tirer la sonnette d'alarme. À l'époque, c'étaient quelques pickups qui avaient quitté la Libye pour venir attaquer le Mali. Nous avons averti que le Mali était pour eux le maillon faible et qu'après cela, ils allaient métastaser dans toute la sous-région voire dans tout le continent.

Ils étaient déjà en partie en Algérie où ils ont été défaits, battus. Ils essayent d'exister au Maroc. Ils se sont déjà manifestés en Tunisie. L'élimination de Kadhafi et la déstabilisation de la Libye ont ouvert une sorte de termitière où tous ces gens sont sortis pour foncer sur le Sahel. Nous avons averti à l'époque nos amis occidentaux : « ce que vous êtes en train de faire en Libye va avoir des conséquences immédiates sur le Sahel et sur l'Afrique de l'Ouest ». On ne nous avait bien sûr pas écoutés. Les résultats sont là. Il faudra que l'on fasse le constat tous ensemble. Par-delà même de situer les responsabilités, maintenant, il faut passer aux actions et essayer de résoudre cette crise.

Coté CEDEAO d'abord, lorsque nous avons proposé de mutualiser les forces, on a préféré ignorer notre appel. Or il n'y a aucun pays qui peut gérer seul les attaques terroristes, même les États-Unis pour lutter contre le terrorisme, ont bâti une coalition de 60 pays. Comment nos pays, avec des armées nationales aux ressources faibles, des pays qui essaient de sécuriser de larges territoires comme pour le Mali, 1 240 000 kilomètres carrés avec une armée de 20 000 ou 30 000 soldats, peuvent-ils régler la question du terrorisme s'ils n'acceptent pas la mutualisation ? Ils ne nous ont pas écoutés. Nous avons dit qu'il fallait revenir à la doctrine de l'armée régionale ou de l'armée africaine. Ils en ont ri.

La conséquence, c'est douze ans plus tard, ce que les djihadistes ont réussi en Afrique : 40 000 victimes du terrorisme dans un pays d'Afrique qui s'appelle le Nigeria, la première puissance économique et démographique du continent. Aujourd'hui, un pays africain comme le Burkina Faso, dont le territoire était intégralement contrôlé par l'État burkinabè du temps de Blaise Compaoré, on nous a dit finalement qu'aujourd'hui 30 % du territoire étaient pris par les djihadistes, ensuite 50 % du territoire.

Le jeune capitaine qui vient de prendre le pouvoir au Burkina a dit à la classe politique de son pays : « Savez-vous une chose ? Nous avons perdu notre territoire ». Voilà donc un aveu qu'un pays africain est quasiment tombé, puisqu'ils disent qu'on ne peut pas aller en toute sécurité

au-delà des deux grandes villes du pays : Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Le reste du pays semble hors de contrôle de l'État au grand bonheur des terroristes.

Pour toutes ces raisons, j'estime que se dire la vérité nous permet d'avancer. La CEDEAO a atteint ses limites historiques. Je l'ai dit, la CEDEAO ne peut aller au-delà de ce qu'elle est en train de faire, parce qu'avec tous les efforts et toutes les réussites en matière d'intégration, de passeports communs, de tout ce que l'on a eu, nous nous retrouvons maintenant avec cinq coups d'État, plusieurs pays gangrenés pas le terrorisme. Et il n'y a pas une réponse régionale, encore moins une réponse continentale.

Nos chefs d'État, en février 2021, décident d'organiser deux grands sommets que nous appelions de nos vœux pendant plus de cinq à six ans. Un sommet sur le terrorisme pour mutualiser nos forces et coordonner notre stratégie et ensuite un sommet sur l'armée africaine. Ils programment ces deux sommets. Il y avait une rencontre prévue à Charm el-Cheikh pour réviser la doctrine et la stratégie dite des forces en attente, pour voir comment « monter en puissance », comme ils disent. Et l'autre sommet, c'était sur le terrorisme.

À cause du prétexte du COVID, ils ont reporté sine die ces sommets et n'en parlent plus. Nous continuons d'être dans la situation que tout le monde sait aujourd'hui dans nos pays.

C'est le grand leader tanzanien Nyerere qui avait proposé à Nkrumah depuis les années 1960 l'approche régionale de l'Intégration africaine. L'approche régionale, pour nous, a prouvé toutes ses limites. Toutes les communautés économiques régionales sont en crise. L'UMA n'existe presque plus et on n'en parle plus. Les autres communautés aussi, ont prouvé leur inefficacité. Nous nous retrouvons donc dans une situation où, après les cinq coups d'État – deux au Mali, deux au Burkina et un coup d'État en Guinée – nous avons en addition des crises constitutionnelles où les pouvoirs en place font fi de la charte fondamentale de leur pays sans aucun rappel à l'ordre de la Communauté régionale.

Le cas de la Guinée Alpha Condé par exemple, qui est allé pour un troisième mandat avec beaucoup de victimes, beaucoup de morts et a fini par un coup d'État. La CEDEAO n'a pas été en mesure d'aller parler à Alpha Condé et de le convaincre de ne pas faire ce qu'il voulait faire. Il l'a fait. Les résultats sont là. Pour un des plus grands pays de l'Afrique de l'Ouest qui a énormément de ressources, une très belle histoire, la Guinée est ainsi neutralisée et presque paralysée.

L'autre grand problème que nous avons aujourd'hui, c'est qu'il y a deux loups dans la bergerie. Il y a les terroristes, mais il y a aussi nos amis russes. Il faut appeler les choses par leur nom. Nos amis russes sont entrés dans le jeu, et ils sont entrés dans le jeu presque à notre insu. Ils ont occupé l'Internet. Ils ont parfois actionné certains de leurs partisans locaux qui ont abondamment utilisé l'arme des fake news.

Et moi, je me suis posé la question. Quand il y a eu un coup d'État au Burkina à 11 h 00, avant midi, il y avait des milliers de drapeaux russes qui circulaient au niveau des jeunes dans la capitale. Peut-on croire que cela était spontané ? Est-ce que ces drapeaux ont été fabriqués en une heure et remis à ces jeunes ? Ce n'est pas vraisemblable. Et le premier à supporter et défendre le coup d'État, comme par hasard, c'était le patron du fameux groupe Wagner.

Aujourd'hui, la « Stratégie Afrique » de la Russie semble marquer des points dans certains pays et au niveau de certains leaders de nos jeunes.

Apparemment, « l'offre russe » semble alléchante devant le terrorisme qui a métastasé dans tout le continent. Du Nord de l'Afrique du Sud, les Jihado-terroristes ont atteint le Mozambique. Ils ont tapé à la porte de l'Afrique du Sud. Ils ont fait un coup en Ouganda. Ils ont fait des coups en RDC. Au Togo et au Bénin, nous dit-on ils cherchent à conquérir une façade maritime. Ils sont donc partout dans le continent.

Et pourquoi nos dirigeants ne comprennent-ils toujours pas la gravité de l'agression contre les peuples africains avec parfois des massacres de masse aveugles qui ont l'air d'une logique génocidaire d'élimination systématique ? Pourquoi ne comprennent-ils pas qu'il faut arrêter tout ça ?

Avec cette urgence absolue devant nous, on nous fait des sommets sur l'industrialisation de l'Afrique. C'est très bien. Il faut industrialiser l'Afrique. Mais nous n'avons pas réglé le problème fondamental qui est la précondition de tout développement : la sécurité ! C'est pour cela d'ailleurs que les fondamentaux de développement n'ont été résolus nulle part dans le continent.

Par exemple, l'agriculture, le premier domaine de souveraineté, n'est pas réglée. Le Sénégal, mon pays, achète 50 % de son blé à la Russie et 70 % de son riz à l'Asie, le riz étant le plat national consommé quotidiennement. Nous avons eu 60 ans d'indépendance ou 62 ans pour régler ces questions-là liées à la souveraineté alimentaire, elles ne le sont toujours pas. Donc, c'est pour dire que toutes ces questions sont liées.

Maintenant, je lance aussi une alerte. Il y a des amis qui insistent que la solution militaire n'est pas la seule solution. Personne n'a jamais dit que la solution militaire était la seule solution. Le grand drame aujourd'hui, c'est que même des intellectuels africains essaient de ramener, de responsabiliser les Africains sur la situation qui nous est tombée dessus avec le terrorisme, en essayant de faire comprendre que le fondement de cette crise, c'est parce qu'il n'y a pas eu de développement, qu'il y a l'insécurité, qu'il y a le terrorisme. Ça, c'est complètement faux. Nous avons eu 50 ans de non-développement, de pauvreté et zéro terrorisme.

Ce qui est arrivé, c'est qu'il y a une conjonction de plusieurs facteurs, des agendas internationaux, des agendas très compliqués, qui se sont retrouvés chez nous et qui nous ont créé cette situation. Donc, il faut dire la vérité. « Il faut marcher sur ses deux jambes », comme le disent les Chinois. Certes, il faut s'occuper des questions de développement, mais Cheikh Anta Diop nous a avertis en 1975 : « La sécurité précède le développement et sert, bien entendu, à son tour le développement ».

Donc, que l'on ne dise pas aux Africains : « Vous êtes responsables. Vous n'avez pas développé les régions déshéritées. Vous n'avez pas établi l'administration partout. C'est pour ça que vous avez le terrorisme ».

Nous ne sommes pas, en grande partie, responsables de ce qui nous arrive, le démantèlement de la Libye ce n'est pas nous ! Mais une partie de la responsabilité nous revient car Cheikh Anta Diop nous avait aussi averti, dès les années 60 du lourd prix à payer pour avoir accepté la balkanisation de l'Afrique et le choix de bâtir « des États nains, des États non viables ».

Je pose la question : pourquoi, après 60 ans du même paradigme et des mêmes politiques de développement, nous avons zéro pays émergents en Afrique. Donc, les politiques de développement, les stratégies qui ont été proposées par nos leaders ne sont ni opératoires, ni efficaces. Donc, il faut changer de paradigme. Il faut retourner à la question de l'unité et de la construction d'entités étatiques et territoriales viables.

À la CEDEAO, nous sommes 15 pays. Si nous créons « la Fédération des États de l'Afrique de l'Ouest », et mutualisons d'emblée une armée commune, une diplomatie commune, une monnaie commune, un commerce extérieur commun, une citoyenneté commune, nous serions déjà très avancés et sur une véritable rampe de lancement d'un développement réel des 15 pays fédérés.

Si nous créons cette entité fédérée, nous aurions une autorité puissante pour diriger la communauté. Nous sommes 400 millions d'habitants dans la CEDEAO, et près de 4 à 5 millions de kilomètres carrés de territoires. Cuba : 126 000 kilomètres carrés, 12 millions d'habitants, ils ont une armée de 2 millions de soldats, dont 1 million de réservistes pour se défendre. La CEDEAO, avec 400 millions d'habitants, 1 % ferait 4 millions de soldats. 0,1 % ferait 400 000 soldats.

Pourquoi ne pouvons-nous pas mettre en place une telle force et aller soutenir les peuples maliens, burkinabés, nigériens, nigérians, etc. ? En lieu et place, nous avons opté pour des chevauchées solitaires avec comme résultats : le Nigeria, la puissance continentale, qui se fait mettre un genou par terre par les terroristes et chacun d'entre nous reste impuissant malgré son « Plan national de lutte contre le terrorisme ».

Combien de fois avons-nous averti que les terroristes avaient un plan vers le Bénin, vers le Togo ? Nous le disons depuis cinq ans. Aujourd'hui, ils sont arrivés dans ces pays-là. Les stratèges de ces mouvements politico-militaires sont apparemment plus intelligents que nous et en tout cas plus déterminés. Ce ne sont pas des enfants de chœur. Ils ont leur stratégie et surtout leur détermination en bandoulière. Ils ont leur plan. Comme je le dis souvent, ils sont venus prendre leur « part d'Afrique » et veulent précipiter un « nouveau partage du continent ». Il faut que les Africains le comprennent ainsi et se réveillent. Il se fait tard ! Merci.

### **Robert Dossou**

Monsieur le Ministre Cheikh Tidiane Gadio, ce que vous disiez était tellement intéressant que j'ai laissé passer quelques minutes supplémentaires, après vous avoir octroyé la minute ou les minutes de remerciement au nom de nous tous.